

ECO

By Lodj

06
Avr
26

www.lodj.ma

BUSINESS

PME

TPE

STARTUP



L'ÉTAT PAIE, LE MARCHÉ TREMBLE



@lodjmaroc



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

EDITO

L'ÉTAT PAIE, LE MARCHÉ TREMBLE : GAZ BUTANE, ÉLECTRICITÉ, TRANSPORT...JUSQU'OU LE MAROC PEUT-IL TENIR ?

PLUS DE 1,6 MILLIARD DE DIRHAMS PAR MOIS.

- Investissement : la Commission nationale valide 86 milliards de DH pour dynamiser l'emploi
- HCP : la croissance économique du Maroc ralentit à 4,1 % au T4 2025
- IDE : 56,1 milliards de dirhams en 2025, un record historique
- S&P maintient le Maroc à BBB-/A-3 malgré les risques régionaux et économiques
- Moody's confirme la solidité économique du Maroc avec une perspective positive
- Énergie sous pression : la subvention du gaz et de l'électricité maintenue au Maroc
- OCP : 176 MMDH de bénéfices en 2025
- Casablanca s'affirme comme un hub financier incontournable en Afrique
- Crédit au secteur non financier : les entreprises propulsent la croissance à 5,8 % selon BAM
- JP Morgan : la banque qui a pris le contrôle de la finance mondiale
- Marché à terme : le MASI 20 s'impose comme pilier de la Bourse de Casablanca
- Prix d'émission en Bourse : le tournant qui redonne de l'élan au capital
- Ports marocains : vers des infrastructures intégrées, durables et compétitives
- Port de Casablanca : Marsa Maroc porte la capacité des navires à 60 000 tonnes
- Proparco injecte 15 M€ dans Adenia Fund pour dynamiser les PME africaines
- ACAPLAST inaugure sa nouvelle usine à Kénitra pour l'automobile électrique
- Tourisme : 21,4 MMDH de recettes voyages à fin février 2026
- Hôtellerie de luxe : Risma cède le Sofitel Casablanca Tour Blanche pour 450 MDH
- Détroit d'Ormuz : la tempête économique sur l'IA
- SMAP IMMO Bruxelles 2026 : l'artisanat marocain en pleine lumière

ECO
BUSINESS

By Ladj



Imprimerie Arrissala

OB

AVR | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : LYCHA JAIMSSY MBELE - MAMOUNE ACHARKI

MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

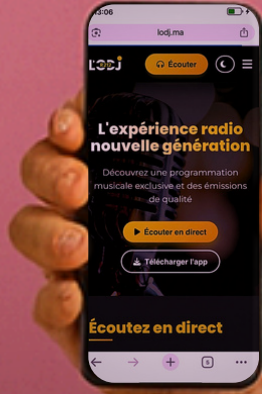
www.pressplus.ma

By Lodj

ويبيو
راديو

R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA

EDITO

L'ÉTAT PAIE, LE MARCHÉ TREMBLE : GAZ BUTANE, ÉLECTRICITÉ, TRANSPORT... JUSQU'OUÙ LE MAROC PEUT-IL TENIR ? PLUS DE 1,6 MILLIARD DE DIRHAMS PAR MOIS.

C'est désormais le prix assumé par l'État marocain pour éviter que la crise énergétique internationale ne se transforme en choc social brutal. Gaz butane, électricité, transport professionnel : le gouvernement a choisi d'amortir, encore une fois, la hausse venue d'ailleurs. Faut-il saluer une réponse protectrice et rapide, ou s'inquiéter d'un modèle où l'urgence budgétaire devient la nouvelle normalité ? Derrière l'effort public, une question s'installe, plus lourde qu'il n'y paraît : le Maroc protège-t-il intelligemment son économie, ou repousse-t-il simplement l'addition ?

Gaz butane : un bouclier social indispensable, mais de plus en plus coûteux

Dans les foyers marocains, la bonbonne de 12 kg n'est pas un produit comme les autres. Elle est dans la cuisine, dans les habitudes, dans le budget serré des ménages. Quand Fouzi Lekjaa annonce que l'État

supporte désormais 78 dirhams par bonbonne, contre 30 dirhams auparavant, il ne parle pas d'un simple ajustement comptable. Il parle d'un geste social massif. Et d'un signal politique clair : dans un moment tendu, Rabat ne veut pas laisser exploser un prix aussi sensible.

Sur le fond, difficile de contester la logique. Une hausse frontale du gaz butane aurait frappé d'abord les ménages modestes, les zones rurales, les petits commerces, les usages quotidiens. Le gouvernement choisit donc de neutraliser le choc. Le coût annoncé, 600 millions de dirhams par mois, donne la mesure de l'effort. À court terme, c'est une protection. Presque un amortisseur social. Dans un pays où la paix économique repose souvent sur l'équilibre des dépenses de base, ce choix peut se défendre.

Mais il y a l'autre lecture. Celle qui dérange un peu. Car subventionner davantage un produit déjà lourdement compensé revient aussi à prolonger une dépendance.

Le Maroc sait depuis longtemps que la question du butane ne peut pas être éternellement traitée par la seule perfusion budgétaire. Plus le soutien grimpe, plus la réforme devient politiquement délicate. Et plus le pays s'enferme dans une contradiction : protéger aujourd'hui, sans vraiment corriger demain.

Ce n'est pas un reproche facile. C'est un malaise structurel. Quand une crise extérieure pousse l'État à intervenir encore plus fortement, le réflexe est compréhensible. Mais une économie ne peut pas vivre durablement sur des tarifs artificiellement stabilisés, surtout lorsque les tensions géopolitiques redessinent les prix mondiaux au jour le jour. Le Maroc gagne du temps. Reste à savoir pour préparer quoi.

Électricité : la stabilité des tarifs rassure, mais le vrai coût reste caché

Le deuxième pilier de la réponse gouvernementale concerne l'électricité. Là aussi, le choix est clair : pas de hausse des tarifs, ni pour les ménages, ni pour les entreprises, malgré l'augmentation des coûts de production. L'effort est estimé à 400 millions de dirhams par mois. Présentée ainsi, la mesure semble frappée au coin du bon sens. Quand l'énergie devient chère, relever les factures alourdirait à la fois le coût de la vie et le coût de produire. En pleine zone de turbulences, le gel tarifaire agit comme une digue.



Pour les entreprises, surtout les PME déjà prises entre coût du financement, consommation hésitante et incertitudes logistiques, cette décision a un effet immédiat. Elle évite qu'un nouveau surcoût énergétique ne dégrade encore les marges. Pour les ménages urbains, elle limite une fatigue budgétaire déjà très réelle. Car au Maroc, même lorsque l'inflation ralentit officiellement, le ressenti social ne suit pas toujours. Le porte-monnaie, lui, a la mémoire longue.

Mais ici encore, la protection a une contrepartie. Quand l'électricité reste stable en façade alors que les coûts montent en coulisses, quelqu'un paie la différence. Et ce quelqu'un, au final, c'est toujours la collectivité. Le problème n'est pas l'intervention de l'État. Le problème, c'est l'absence de visibilité sur la durée de cet effort, sur son financement réel, et sur sa compatibilité avec d'autres priorités nationales : eau, santé, école, souveraineté industrielle, adaptation climatique.

Il faut le dire franchement : un pays importateur d'énergie ne peut pas éternellement administrer les prix comme si la géopolitique n'existait pas. Or elle existe, et brutalement. Ce soutien évite un choc. Très bien. Mais si la crise dure, si les cours restent nerveux, si les tensions régionales s'installent, le débat changera de nature. Il ne s'agira plus seulement de tenir. Il faudra arbitrer.

Transport : une aide utile sur le terrain, ou un pansement de plus ?

Le troisième volet vise les professionnels du transport, avec une aide de 3 dirhams par litre de carburant entre le 15 mars et le 15 avril 2026, pour les taxis, bus, transport scolaire, touristique et rural. Le coût annoncé atteint 648 millions de dirhams par mois, et le versement de la première tranche a commencé le 2 avril. Là encore, le gouvernement mise sur une réponse ciblée, plus opérationnelle que symbolique.

Oui, cette mesure répond à une réalité concrète. Quand le carburant grimpe, les transporteurs encaissent immédiatement. Et derrière eux, toute la chaîne du quotidien suit : déplacements domicile-travail, ramassage scolaire, mobilité rurale, tourisme intérieur, transport de personnes. Sans soutien, la hausse se répercute vite, parfois brutalement. En ce sens, l'aide a une utilité économique et sociale évidente.

Pourtant, une question persiste. Pourquoi le Maroc revient-il, crise après crise, à des mécanismes correctifs d'urgence pour le transport,

alors que la vulnérabilité du secteur aux prix énergétiques est désormais connue, documentée, presque chronique ? Le pays agit, oui. Mais il agit dans l'après-coup. On compense. On calme. On évite la contagion. Puis on recommence à la crise suivante. Cette répétition finit par poser un problème de doctrine. Le soutien ponctuel devient-il la seule politique possible dès que le pétrole s'emballa ? Si tel est le cas, alors il faut le dire : notre modèle de résilience reste fragile. Il tient par l'intervention publique, pas encore par une transformation profonde du système.

1,65 milliard par mois : prudence budgétaire ou nécessité nationale ?

Au total, l'addition mensuelle frôle 1,65 milliard de dirhams. C'est énorme. Et en même temps, dans le contexte actuel, le gouvernement considère manifestement que le coût de l'inaction serait plus élevé encore : inflation, colère sociale, pression sur les entreprises, ralentissement plus large de l'activité. Cette logique n'a rien d'absurde. Elle est même, à court terme, défendable économiquement.

Ce qu'il faut éviter, en revanche, c'est la facilité du récit unique. Non, ces mesures ne sont pas une fuite en avant pure et simple. Elles traduisent aussi une capacité d'intervention de l'État, une volonté de protéger, une lecture lucide du risque social. Mais non plus, elles ne doivent pas être sanctifiées comme si elles résolvaient le fond du problème. Elles amortissent. Elles ne règlent pas. Le vrai sujet, pour le Maroc, est peut-être là. Dans cette ligne étroite entre protection légitime et dépendance budgétaire. Entre paix sociale et report de réforme. Entre solidarité immédiate et soutenabilité de long terme.

Le pays a raison de ne pas abandonner ménages et professionnels à la brutalité des marchés. Ce serait économiquement risqué et socialement injuste. Mais il aurait tort de croire que la dépense publique, à elle seule, peut devenir une stratégie permanente face aux chocs extérieurs. Car une crise énergétique qui dure finit toujours par demander autre chose qu'un chèque : une doctrine, des priorités, une réorganisation.

Au fond, la question n'est pas de savoir s'il fallait intervenir. Oui, il fallait intervenir.

La vraie question est plus marocaine, plus concrète, plus politique aussi : combien de temps encore l'État pourra-t-il acheter de la stabilité sans refondre les mécanismes qui rendent cette stabilité si chère ? Aujourd'hui, le gouvernement tient la ligne. Il protège, il compense, il rassure. C'est utile. C'est même nécessaire. Mais si cette facture mensuelle devient la norme, alors ce ne sera plus seulement une réponse à la crise. Ce sera un aveu silencieux : celui d'une économie encore trop exposée aux secousses du dehors. Et cela, pour un pays qui veut avancer, investir et garder sa cohésion, mérite mieux qu'un simple sursis.



INVESTISSEMENT : LA COMMISSION NATIONALE VALIDE 86 MILLIARDS DE DH POUR DYNAMISER L'EMPLOI

Nouvelle étape dans la mise en œuvre de la Charte de l'investissement. Réunie à Rabat, la Commission nationale des investissements a donné son feu vert à 44 projets totalisant plus de 86 milliards de dirhams. Une impulsion significative, censée renforcer l'emploi et consolider la dynamique économique engagée depuis 2023.

Lors de cette réunion tenue à Rabat, jeudi 2 avril, la Commission nationale des investissements a affiché une posture résolument tournée vers l'action. Autour de cette 10^e session, présidée par le Chef du gouvernement Aziz Akhannouch, les chiffres ont rapidement donné le tempo. Quarante-quatre projets validés, pour un volume global de 86,36 milliards de dirhams. Derrière cette enveloppe, près de 20.500 emplois attendus, dont 9.000 directs. Une promesse, mais aussi un test.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle Charte de l'investissement en mars 2023, l'exécutif défend une ligne claire : faire de l'investissement un moteur assumé de croissance et d'inclusion. Les indicateurs récents semblent lui donner raison. En 2025, les investissements directs étrangers ont atteint environ 56,1 milliards de dirhams, en hausse de 22 % par rapport au précédent pic de 2018. Un signal fort, dans un contexte international pourtant marqué par l'incertitude.

Sur le terrain, cette dynamique commence à se diffuser au-delà des pôles économiques traditionnels. Les projets approuvés concernent 19 provinces et préfectures réparties sur 10 régions. D'Inzegane-Aït Melloul à Nador, en passant par Khémisset, Midelt ou encore Oued Eddahab, l'investissement semble progressivement irriguer des territoires longtemps en marge des grands flux. Un rééquilibrage territorial que les discours officiels promettaient depuis des années et qui, cette fois, prend une forme plus tangible.

La diversité sectorielle constitue un autre marqueur de cette séquence. Pas moins de 18 secteurs sont concernés.

Dans le cadre du dispositif principal, la Commission a validé 30 conventions d'investissement ainsi que 14 avenants. À cela s'ajoutent, dans le dispositif stratégique, deux projets supplémentaires totalisant 12 milliards de dirhams et plus de 2.100 emplois directs, ainsi qu'un avenant. Ces investissements ciblent principalement l'industrie chimique et automobile, avec des implantations prévues dans les régions de Casablanca-Settat, l'Oriental et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma.

Par ailleurs, quatre projets ont été élevés au rang de projets stratégiques. Leur poids est loin d'être marginal : plus de 33 milliards de dirhams d'investissements cumulés et environ 4.000 emplois directs à la clé. Un choix assumé, qui traduit la volonté d'accélérer certains segments jugés prioritaires pour la compétitivité du pays.

Au-delà des annonces, une interrogation persiste, presque en filigrane : la vitesse d'exécution. Car si les montants engagés impressionnent, leur traduction concrète en emplois réels, en opportunités locales, en valeur ajoutée durable reste l'indicateur le plus scruté. Le gouvernement mise, à ce titre, sur le dispositif de soutien aux TPME pour ancrer davantage cette dynamique dans le tissu économique local.

Dans les cercles économiques, certains parlent d'un moment de bascule. Peut-être est-ce prématuré. Mais une chose est certaine : l'investissement s'impose, plus que jamais, comme un levier central des politiques publiques.

Reste désormais à transformer cette dynamique en résultats tangibles. Car au-delà des milliards validés, c'est bien la confiance celle des investisseurs comme des citoyens qui se construit, projet après projet.



HCP : LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU MAROC RALENTIT À 4,1 % AU T4 2025

Au dernier trimestre de 2025, l'économie marocaine a progressé à un rythme modéré mais solide, selon les données publiées par le Haut-Commissariat au Plan (HCP). Un taux de croissance de 4,1% est bien sûr une bonne nouvelle dans le contexte actuel, mais il masque des évolutions contrastées entre secteurs et des défis structurels qui interpellent.

En analysant de plus près les données du HCP, on comprend que ce 4,1% n'est pas qu'un simple chiffre abstrait : il traduit une économie où la demande intérieure joue le rôle de stabilisateur, compensant pour l'instant le ralentissement observé dans certains secteurs clés. Comparée aux 4,2% du même trimestre en 2024, la croissance marque un léger recul, mais elle reste robuste face aux incertitudes économiques mondiales et aux tensions sur les marchés internationaux.

L'un des enseignements les plus frappants de la note d'information trimestrielle est la domination de la demande intérieure comme principal moteur de l'activité. La consommation des ménages, boostée par un pouvoir d'achat qui, selon d'autres publications du HCP, a connu une amélioration notable en 2024, demeure un pilier essentiel de cette croissance.

Un moteur agricole qui repart, mais une industrie en ralenti

Sur le plan sectoriel, les activités non agricoles accusent un ralentissement notable. Elles passent de 4,8% de croissance à seulement 4% au T4-2025. La construction et les travaux publics, longtemps considérés comme des baromètres de la vitalité économique, voient leur rythme se tasser, tandis que les activités minières reculent.

En revanche, le secteur agricole fait preuve d'un redressement prononcé après une année précédente difficile marquée par des sécheresses sévères et des rendements agricoles faibles. Cette reprise est significative : une croissance de 4,7% qui joue un rôle de stabilisateur dans l'ensemble de l'économie nationale.

La transformation industrielle, souvent mise en avant dans les stratégies de diversification économique, affiche aussi une amélioration intéressante. Sa progression est passée de 2,4% à 4,1%, ce qui laisse entrevoir une résilience certaine dans une période où d'autres économies régionales peinent.

Le défi d'un modèle de croissance plus inclusif

Ce que ces chiffres racontent, au bout du compte, est la trajectoire d'une économie en transition. Le Maroc continue de croître, certes, mais à un rythme qui met en lumière les disparités entre secteurs et les défis d'une croissance plus robuste et durable. Dans un pays jeune, dynamique et tourné vers l'innovation, cela pose la question de l'adaptation des politiques publiques : comment maintenir une croissance soutenue tout en renforçant la résilience des secteurs clés et en élargissant les opportunités d'emploi pour les jeunes générations ?

Surtout révélatrice d'une économie qui avance avec prudence, portée par sa demande interne et ses atouts agricoles, mais confrontée à des défis structurels qu'il faudra surmonter pour assurer une prospérité partagée et durable dans les années à venir.



IDE : 56,1 MILLIARDS DE DIRHAMS EN 2025, UN RECORD HISTORIQUE

Le Maroc a franchi une étape majeure en 2025 avec un niveau record d'investissements directs étrangers (IDE), reflétant une confiance renouvelée de la communauté internationale dans sa trajectoire économique. Cette dynamique, mise en lumière lors de la 10^e Commission nationale des investissements à Rabat, illustre la force d'attraction croissante du Royaume et ouvre une nouvelle ère d'opportunités pour l'emploi et le développement territorial.

L'annonce, jeudi 2 avril 2026, a fait vibrer le monde économique : les IDE ont atteint environ 56,1 milliards de dirhams en 2025, soit une progression d'environ 22% par rapport au précédent sommet de 2018. C'est plus qu'un simple chiffre: c'est le signe tangible d'un Maroc qui s'impose progressivement comme une plateforme d'attraction des capitaux internationaux.

Présidée par le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, la Commission nationale des investissements a salué cette performance comme le fruit d'une Charte de l'investissement entrée pleinement en vigueur depuis mars 2023 fruit d'un patient travail de réformes entamé sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Cette dynamique ne se limite pas à un seul secteur. Sur les 44 projets approuvés au titre du dispositif principal, pour un montant global de 86,36 milliards de dirhams, près de 20500 emplois sont attendus, dont 9000 directs et 11500 indirects. Ces projets sont répartis dans 19 provinces et préfectures couvrant 10 régions, traduisant un souci évident d'équilibre territorial qui était souvent pointé du doigt par les analystes.

L'industrie automobile se démarque comme moteur de création d'emplois avec 38% du total, suivie du tourisme (17%) et de l'industrie agroalimentaire (12%). Ces secteurs clés soulignent une économie marocaine de plus en plus diversifiée.

Dans le dispositif stratégique, la Commission a donné son feu vert à deux projets majeurs totalisant 12 milliards de dirhams et un avenant, générant plus de 2100 emplois directs, principalement dans l'industrie chimique et automobile, qui devraient être implantés dans des régions comme Casablanca-Settat, l'Oriental et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma.

Autre enseignement: quatre projets ont été qualifiés de stratégiques, représentant plus de 33 milliards de dirhams d'investissements et la création de 4000 emplois directs, renforçant encore la stabilité et le rôle structurant de ces initiatives.

À travers ces résultats, le Maroc ne se contente plus de drainer des capitaux étrangers: il façonne un récit économique où l'investissement devient levier de croissance durable, d'innovation et d'équité territoriale une trajectoire qui, si elle se confirme, pourrait redessiner les contours de son développement pour les années à venir.



S&P MAINTIENT LE MAROC À BBB-/A-3 MALGRÉ LES RISQUES RÉGIONAUX ET ÉCONOMIQUES

L'agence de notation S&P Global Ratings a confirmé le 27 mars 2026 la note souveraine du royaume à BBB-/A-3 avec une perspective stable, dans un contexte géopolitique tendu et face à des défis macroéconomiques persistants. Une décision qui sonne à la fois comme un encouragement pour les réformes structurelles et un appel à la vigilance économique.

Quand on lit d'abord la décision de S&P, on pourrait penser à une simple formalité technique. En réalité, ce maintien de notation reflète une appréciation valorisante de la trajectoire économique du pays, tout en soulignant un équilibre fragile entre opportunités et vulnérabilités.

L'agence salue les avancées structurelles et la capacité du royaume à attirer des capitaux, mais elle n'ignore pas les risques externes, notamment l'impact des tensions au Moyen-Orient, qui continuent de peser sur les coûts de l'énergie et la demande extérieure. Ces éléments restent des facteurs de volatilité qui pourraient, en cas de détérioration notable, hypothéquer la stabilité financière.

Sur le front de la croissance, les projections sont solides. S&P anticipe une croissance moyenne d'environ 4,4% entre 2026 et 2029, avec une performance attendue supérieure à 4,8% en 2025, portée par des secteurs clés comme le tourisme, l'agriculture, l'industrie et la construction. Cette dynamique est corroborée par les prévisions du FMI, qui prévoit une croissance du PIB réel de 4,4% en 2026 et 4,5% en 2027, soutenue par un plan d'investissements et des réformes structurelles.

Dans les faits, cela se ressent sur le terrain : les chantiers d'infrastructures, l'essor du secteur touristique et les efforts pour attirer des investissements étrangers continuent de créer des emplois et de renforcer la résilience économique.

Pourtant, toutes les bonnes nouvelles ne doivent pas faire oublier les défis persistants. L'économie dépend toujours fortement des importations d'énergie plus de 90% des besoins énergétiques sont importés,

exposant le pays à la volatilité des prix internationaux.

Un autre point sensible est le déficit courant et la gestion des réserves étrangères, qui nécessitent une prudence accrue pour maintenir l'attractivité du pays auprès des investisseurs internationaux.

En somme, la confirmation de la note BBB- stable par S&P est une bonne nouvelle mais pas une fin en soi : elle souligne l'efficacité des réformes tout en rappelant que la route vers une croissance inclusive et durable exige encore des ajustements courageux, notamment autour de l'énergie, de l'emploi et de la compétitivité.



MOODY'S CONFIRME LA SOLIDITÉ ÉCONOMIQUE DU MAROC AVEC UNE PERSPECTIVE POSITIVE

Dans un contexte mondial volatil, marqué par des incertitudes économiques et géopolitiques persistantes, le Maroc a reçu un signal fort de la communauté financière internationale : l'agence de notation américaine Moody's a révisé, le 6 mars 2026, la perspective de la note souveraine du Royaume de stable à positive tout en confirmant sa note Ba1. Cette évolution traduit une confiance accrue dans la solidité et la résilience du modèle économique marocain, et place le pays plus près de l'entrée dans la catégorie tant convoitée de Investment Grade — un coup d'accélérateur pour attirer davantage d'investissements.

Moody's salue avant tout un changement de trajectoire. Après des années d'efforts pour stabiliser les comptes publics et diversifier les sources de croissance, l'agence note une amélioration régulière des perspectives économiques marocaines, portée par une dynamique d'investissements, des réformes structurelles continues et une discipline budgétaire plus marquée.

Les marchés internationaux surveillent de près ce type d'évolutions. Une perspective positive ne change pas immédiatement la note Ba1 demeure en l'état mais elle signale que des conditions macroéconomiques et financières favorables persistent, ouvrant la porte à une éventuelle amélioration du rating à moyen terme si la tendance se confirme.

Une économie qui rassure malgré un environnement mondial incertain

L'une des pierres angulaires de cette amélioration réside dans la gestion des finances publiques. Le Maroc a réussi à couvrir la majeure partie de ses besoins de financement par des ressources internes, limitant son exposition aux seules sources extérieures.

L'un des chiffres qui retient l'attention est celui des réserves de change.

Au début de l'année 2026, elles ont atteint environ 452,6 milliards de dirhams, ce qui couvre plus de cinq mois d'importations de biens et de services un niveau considéré comme rassurant par les analystes. Ces réserves devraient encore progresser dans les prochains mois selon les prévisions de Bank Al-Maghrib, renforçant davantage la confiance des investisseurs.

Ce niveau de réserves offre une marge de sécurité significative dans un monde où les tensions internationales et la volatilité des prix des matières premières peuvent rapidement peser sur les économies émergentes.

Ce que cette perspective positive change vraiment

Du point de vue des investisseurs, une révision de perspective comme celle-ci a des effets réels. Elle peut contribuer à réduire la prime de risque exigée sur les titres de dette souveraine à long terme, améliorer les conditions de financement pour l'État marocain et élargir la base d'investisseurs qualifiés qui, auparavant, exigeaient une notation plus élevée.



« Le timing joue clairement en faveur du Maroc », soulignait une consultante internationale citée dans le rapport, notant que cela distingue le pays de plusieurs autres économies de la région MENA, souvent plus vulnérables aux chocs politiques ou budgétaires.

Une meilleure perception du risque souverain ne profite pas seulement à l'État. Elle peut aussi améliorer les conditions de financement pour les entreprises marocaines et les banques locales, particulièrement celles qui empruntent en devises pour leurs projets d'expansion, notamment en Afrique subsaharienne.

Cette reconnaissance internationale intervient à un moment où le Maroc pousse aussi sur d'autres leviers économiques : diversification sectorielle, développement des technologies, infrastructures et attractivité pour les investissements directs étrangers. Même si la perspective positive n'est pas encore un label Investment Grade, elle constitue un encouragement tangible pour les acteurs économiques et une validation des politiques mises en place ces dernières années.

En fin de compte, la révision de Moody's ne couronne pas uniquement une note financière : elle incarne une orientation stratégique. Dans un monde où la concurrence pour attirer le capital est féroce, cette perspective positive renforce l'image du Maroc comme acteur économique stable, ouvert et en progression. Reste maintenant à transformer ce signal de confiance en résultats tangibles pour les citoyens, les entreprises et la société marocaine dans son ensemble.



ÉNERGIE SOUS PRESSION : LA SUBVENTION DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ MAINTENUE AU MAROC

Face à la flambée mondiale des prix de l'énergie, le gouvernement marocain maintient les subventions du gaz butane et de l'électricité pour protéger le pouvoir d'achat.

Cap maintenu malgré la tempête

Rabat, 30 mars 2026. En pleine flambée des prix de l'énergie à l'échelle internationale, le gouvernement marocain a tranché : pas de hausse pour le gaz butane ni pour l'électricité.

Réuni dans la capitale sous la présidence du Chef du gouvernement Aziz Akhannouch, le comité ministériel de veille a décidé de maintenir les subventions pour protéger directement le portefeuille des Marocains.

Une décision qui tombe au bon moment
Depuis le début du mois de mars, les prix du gaz butane ont explosé de plus de 68 % sur les marchés internationaux.

Une hausse brutale, alimentée par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui pèse sur toute la planète.

Mais côté Maroc, le message est clair : la bonbonne reste au même prix. Une décision qui évite, pour l'instant, un choc direct pour les ménages.

Même logique pour l'électricité, dont les tarifs resteront stables malgré la pression des coûts à l'import.

En mode "on amortit le choc", l'État choisit donc de continuer à subventionner lourdement ces produits essentiels. Une bouffée d'air pour les familles, surtout à l'approche de périodes où la consommation grimpe.

Transport : un coup de pouce pour éviter la hausse des prix

Autre annonce importante : un soutien direct aux professionnels du transport. Et là aussi, l'objectif est clair — éviter que la hausse des carburants ne se répercute sur les citoyens. Le dispositif, déjà enclenché entre le 15 mars et le 15 avril, concerne plus de 87.000 demandes validées. Taxis, autocars, transport rural ou de marchandises... tout le secteur est concerné.

En contrepartie, les bénéficiaires doivent jouer le jeu : pas d'augmentation des tarifs pour les usagers pour éviter une chaîne de hausses qui toucherait tout le monde.

Pourquoi cette décision est stratégique

Ce maintien des subventions n'est pas qu'un geste social. C'est aussi un choix économique.

Une hausse du gaz ou de l'électricité aurait un effet domino immédiat : augmentation des coûts de production, hausse des prix des produits de base, pression sur les entreprises... bref, une inflation qui s'emballe.

En gardant les prix stables, le gouvernement cherche à préserver un équilibre fragile. Mais attention, ce choix a un coût pour les finances publiques, surtout dans un contexte où les prix internationaux restent imprévisibles.

Vigilance face à la crise

Le comité ministériel ne compte pas s'arrêter là. Il prévoit de se réunir régulièrement pour suivre l'évolution de la situation mondiale et ajuster les mesures si nécessaire.

Car soyons clairs : tout dépendra de ce qui se passe à l'international. Si les tensions persistent ou s'aggravent, la pression pourrait devenir de plus en plus difficile à contenir.

Pour l'instant, le Maroc tient le cap.



By Lodj



**LA
WEB TV**

**100% digitale
100% Made in Morocco**

WWW.LODJ.MA



OCP : 176 MMDH DE BÉNÉFICES EN 2025

Le groupe OCP a terminé l'année 2025 sur une progression marquée de son activité, avec un chiffre d'affaires de 113,94 milliards de dirhams, en hausse de 17,5 % sur un an. Malgré cette performance commerciale, le leader marocain des phosphates a vu son résultat net part du groupe reculer à 17,65 milliards de dirhams, contre 20,46 milliards en 2024, en raison d'une hausse significative de l'impôt sur les résultats.

Les engrais tirent la croissance du groupe

La performance du groupe a été principalement portée par le segment des engrais phosphatés, dans un contexte de prix restés élevés durant une grande partie de l'année. Cette évolution s'explique notamment par les restrictions des exportations chinoises et par une demande soutenue en Inde, même si un ralentissement a été observé à partir du troisième trimestre.

OCP a également bénéficié d'une hausse de ses volumes à l'export, notamment sur le TSP, dont les expéditions ont bondi de 48 % sur un an. Ce produit a représenté 30 % des exportations totales d'engrais, contre 22 % un an plus tôt. Dans le même temps, le chiffre d'affaires de la roche a progressé de 50 %, lui aussi porté par des volumes plus importants vers le marché indien.

En revanche, le chiffre d'affaires de l'acide phosphorique a reculé de 15 %, dans le cadre du repositionnement stratégique du groupe. L'activité de la Strategic Business Unit Specialty Products & Solutions (SPS) a, elle, poursuivi sa progression, avec 6,27 milliards de dirhams de chiffre d'affaires à l'export, en hausse de 19 %.

Une rentabilité solide, une pression fiscale

Sur le plan opérationnel, les indicateurs restent bien orientés. La marge brute s'est établie à 72,14 milliards de dirhams, contre 62,68 milliards en 2024, reflétant à la fois la hausse du chiffre d'affaires et une certaine maîtrise des coûts, malgré la montée des prix de certaines matières premières comme le soufre.

L'EBITDA a atteint 43,19 milliards de dirhams, en progression de 11 %, pour une marge de 38 %, contre 40 % un an auparavant. Ces résultats traduisent une activité toujours robuste sur le plan industriel.

Mais cette solidité n'a pas suffi à préserver le bénéfice final. Le résultat net a reculé de 13 %, pénalisé par un triplement de l'impôt sur le résultat, qui a directement pesé sur les comptes du groupe.



L'EBITDA a atteint 43,19 milliards de dirhams, en progression de 11 %, pour une marge de 38 %, contre 40 % un an auparavant. Ces résultats traduisent une activité toujours robuste sur le plan industriel.

Mais cette solidité n'a pas suffi à préserver le bénéfice final. Le résultat net a reculé de 13 %, pénalisé par un triplement de l'impôt sur le résultat, qui a directement pesé sur les comptes du groupe.

Cap maintenu sur l'investissement et l'expansion

OCP a par ailleurs poursuivi ses grands projets structurants. Les dépenses d'investissement ont atteint 34,08 milliards de dirhams, en baisse de 22 % par rapport à 2024, tandis que la dette financière nette s'est établie à 119,12 milliards de dirhams, avec un ratio de levier de 2,76x.

Le groupe a notamment poursuivi l'extension de ses capacités industrielles à Jorf Lasfar, avec la mise en service de deux lignes de production dans le cadre du Hub TSP, ainsi que d'une nouvelle unité d'acide phosphorique. Sur les volets hydrique et énergétique, OCP a également avancé avec la mise en service du pipeline Jorf Lasfar-Khouribga, la finalisation de celui de Safi-Gantour et l'entrée en service de trois centrales solaires totalisant 202 MWc.



CASABLANCA S’AFFIRME COMME UN HUB FINANCIER INCONTOURNABLE EN AFRIQUE

Casablanca confirme sa montée en puissance dans la finance mondiale. Dans un contexte international marqué par le recul global des performances, la métropole consolide son statut de première place financière du continent et renforce son attractivité, notamment grâce à la fintech et à sa position stratégique entre plusieurs marchés.

Dans la dernière édition du Global Financial Centres Index (GFCI 39), publiée fin mars 2026, la capitale économique du Maroc gagne sept places pour se hisser dans le top 50 mondial. Une progression qui, à première vue, pourrait sembler technique. Elle ne l'est pas. Elle traduit en réalité une dynamique plus profonde : celle d'une place financière qui s'installe progressivement dans les radars des investisseurs internationaux.

Ce qui frappe, surtout, c'est le contexte. Presque toutes les grandes places financières ont vu leur score reculer, avec une baisse moyenne de 1,82 % à l'échelle mondiale. Casablanca n'échappe pas totalement à cette tendance son score perd trois points pour s'établir à 700 mais elle progresse malgré tout dans le classement. Autrement dit, elle résiste mieux que d'autres. Et dans la finance globale, cette nuance fait toute la différence.

Sur le plan africain, le constat est sans appel : Casablanca domine. Elle se classe devant des hubs historiques comme Johannesburg ou Maurice, confirmant un basculement progressif du centre de gravité financier du continent. À l'échelle régionale, elle occupe la quatrième position, derrière les mastodontes du Golfe Dubaï, Abou Dhabi et Doha mais continue de réduire l'écart.

Cette montée en puissance ne doit rien au hasard. Elle repose en grande partie sur la stratégie portée par Casablanca Finance City, qui s'est imposée comme une plateforme d'entrée vers l'Afrique pour les multinationales. Aujourd'hui, plus de 200 entreprises y opèrent, entre institutions financières, sièges régionaux et cabinets spécialisés. Le modèle est clair :

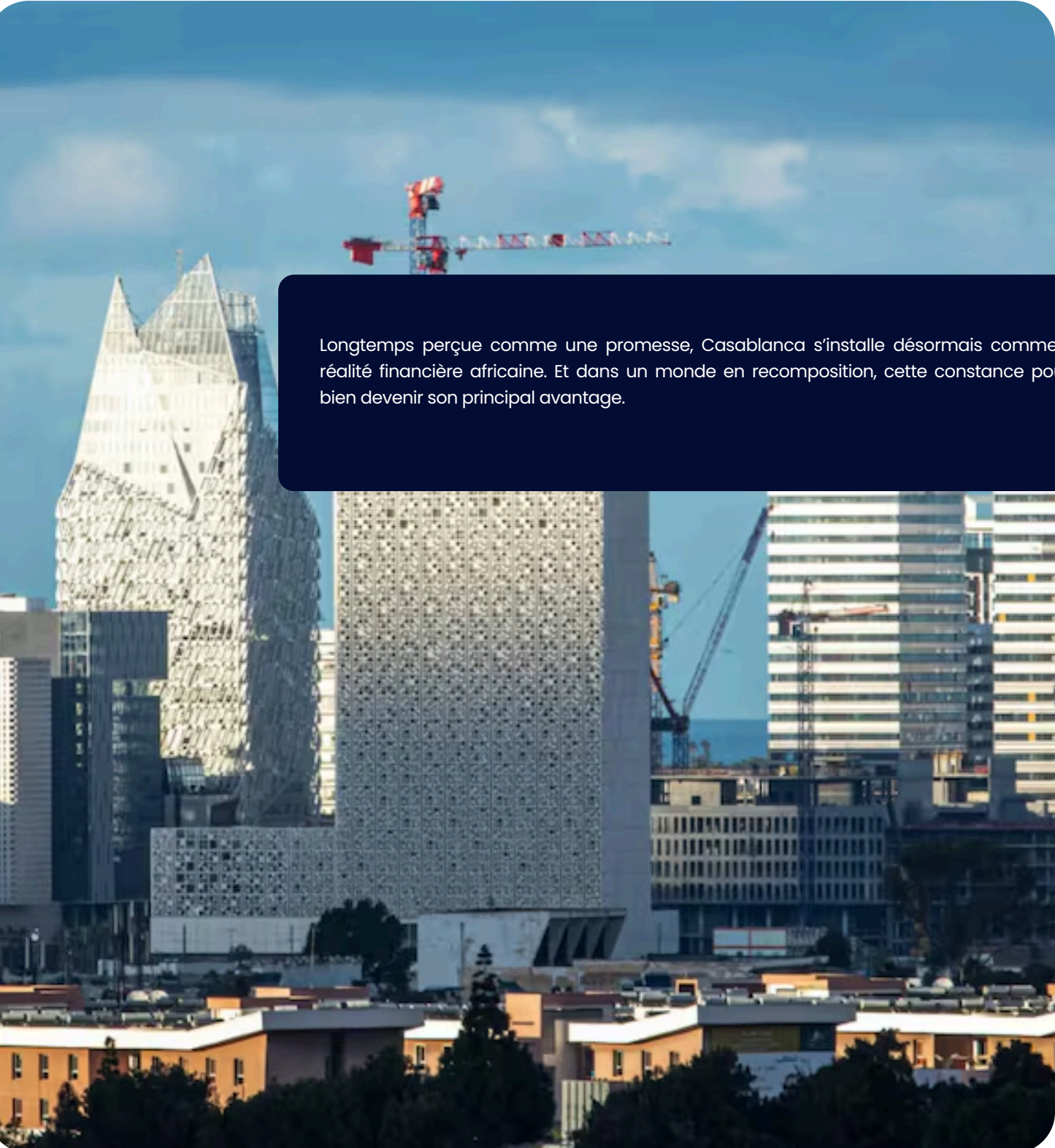


offrir un environnement stable, lisible et connecté à plusieurs marchés. Mais c'est peut-être du côté de la fintech que Casablanca surprend le plus. La ville gagne vingt places dans ce segment, atteignant le 50^e rang mondial.

Une progression rapide, qui traduit les efforts engagés pour structurer un écosystème innovant, entre start-ups, régulateurs et investisseurs. Dans les faits, cela se joue souvent loin des projecteurs : incubateurs, solutions de paiement digital, inclusion financière... des signaux faibles qui, mis bout à bout, dessinent une transformation réelle.

Un autre indicateur, plus subtil, mérite attention : la perception. Les experts interrogés dans le cadre du GFCI placent Casablanca parmi les centres financiers appelés à gagner en importance dans les prochaines années. Elle figure ainsi dans le top 15 mondial des places à fort potentiel, avec 23 mentions. Ce type de reconnaissance n'est pas anodin. Il reflète une confiance, parfois encore en avance sur les chiffres eux-mêmes.

Reste que le chemin est encore long. La concurrence est rude, notamment face aux hubs du Golfe, très agressifs en matière d'attractivité et d'innovation. Casablanca devra continuer à investir, simplifier, accélérer. Mais la trajectoire est là, lisible.



Longtemps perçue comme une promesse, Casablanca s'installe désormais comme une réalité financière africaine. Et dans un monde en recomposition, cette constance pourrait bien devenir son principal avantage.

CRÉDIT AU SECTEUR NON FINANCIER : LES ENTREPRISES PROPULSENT LA CROISSANCE À 5,8 % SELON BAM

Porté par la reprise progressive de l'investissement, le crédit bancaire au secteur non financier accélère au Maroc. En février 2026, il progresse de 5,8%, selon Bank Al-Maghrib. Derrière cette dynamique, les entreprises mènent la cadence, tandis que les ménages restent en retrait et que les créances en souffrance appellent à la vigilance.

En février 2026, le crédit bancaire au secteur non financier s'est inscrit en hausse de 5,8%, après 5,4% un mois plus tôt, d'après les dernières statistiques monétaires publiées par Bank Al-Maghrib. Une progression mesurée, presque attendue, mais qui confirme une inflexion : le financement de l'économie repart, lentement, sans emballement.

Dans les faits, cette dynamique repose d'abord sur les entreprises. Les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont progressé de 3,6%, contre 3,1% en janvier. Les entreprises publiques, elles, accélèrent davantage, avec une hausse de 6,3% après 5,6%. Ce double mouvement traduit une réalité de terrain : les besoins de financement reviennent, portés par des projets d'investissement qui reprennent, parfois à bas bruit.

Du côté des ménages, le ton est plus nuancé. Les crédits qui leur sont destinés évoluent à un rythme quasi inchangé, à 3,4%. Ni recul, ni véritable reprise. Dans un contexte encore incertain, les arbitrages restent prudents. On emprunte, oui, mais sans excès. Le souvenir des tensions récentes n'est pas totalement dissipé.

Par type de financement, les contrastes sont encore plus visibles. Les facilités de trésorerie continuent de reculer, mais à un rythme moins prononcé (-2,9%), signe que certaines pressions sur la liquidité commencent à s'atténuer. Les crédits immobiliers, eux, stagnent à 3,6%, tout comme les prêts à la consommation, à 3,9%. Le marché reste stable, sans véritable impulsion.

En revanche, un indicateur attire clairement l'attention : les prêts à l'équipement. Ils enregistrent une hausse de 21%, marquant un net regain de l'investissement productif. Dans le privé, la progression atteint 13,6%, confirmant une montée en puissance progressive. Du côté des entreprises publiques, la croissance reste élevée à 18,9%, bien qu'en léger ralentissement.

Reste un point de vigilance. Les créances en souffrance poursuivent leur hausse, à 5,1% après 4,6% le mois précédent. Leur ratio sur l'encours global atteint désormais 8,4%, contre 8,3% en janvier. Une évolution contenue, mais qui rappelle que la reprise du crédit s'accompagne toujours d'un risque latent.

Au final, ces chiffres dessinent une économie marocaine qui avance, sans rupture mais avec détermination. Les entreprises reprennent la main, l'investissement redémarre. Les ménages observent encore. Et les banques, elles, continuent d'arbitrer entre soutien à la croissance et gestion du risque un équilibre délicat, mais essentiel.



By Lodj WEB TV



LODJ

**NOUS SOMMES
DEJA DEMAIN**

@rolodimaroc - prekuloe.ma

THANK YOU
1.2 Million
Followers



LODJ24

60.078 • 1.9M Odejombez 10dk videos

hannaf@xomabizay.NG | h@v.w.

www.zf.acnboda.com:8010 Manoo Fizlel CDAdros tkins

200000FI

Video



100% digitale
100% Made in Morocco



WWW.LODJ.MA

JP MORGAN : LA BANQUE QUI A PRIS LE CONTRÔLE DE LA FINANCE MONDIALE

Sa fortune personnelle à sa mort en 1913 s'élevait à 80 millions de dollars. Rockefeller en possédait un milliard. Et pourtant, quand la Bourse de New York apprit le décès de John Pierpont Morgan, elle ferma ses portes jusqu'à midi en signe de deuil. C'est que Morgan n'avait pas besoin d'être le plus riche pour être le plus puissant. À l'apogée de sa carrière, lui et son réseau contrôlaient 22 milliards de dollars d'actifs — soit environ les deux tiers du PIB des États-Unis de l'époque — et siégeaient dans les conseils d'administration de 112 des plus grandes entreprises du pays. Voilà une leçon que les milieux d'affaires marocains, comme partout dans le monde émergent, ont tout intérêt à méditer : le contrôle se bâtit différemment de la fortune.

Il a sauvé les États-Unis deux fois et mourut moins riche que tout le monde le croyait

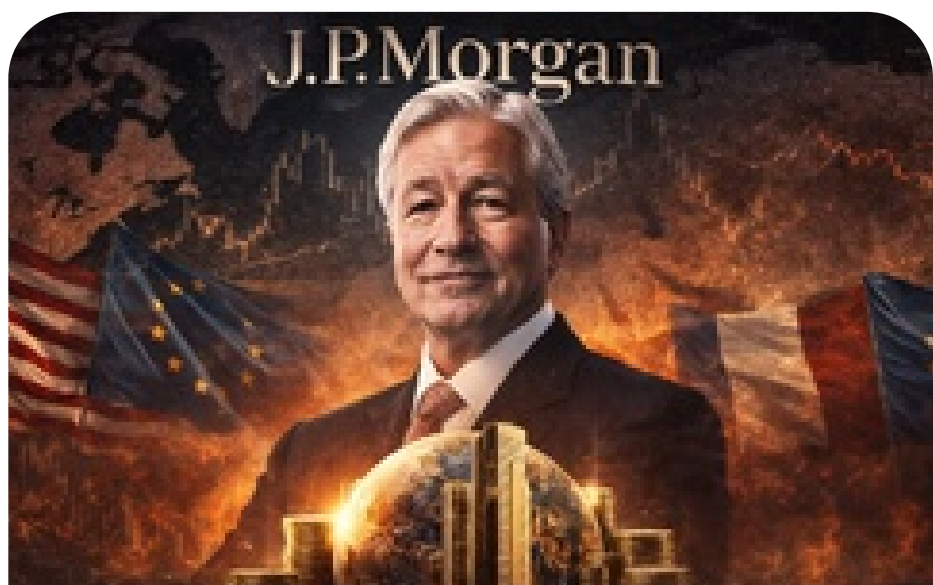
John Pierpont Morgan naît en 1837 dans une famille où la finance est une seconde nature. Son grand-père est poète, son père Junius Spencer Morgan est l'un des financiers les plus respectés des deux côtés de l'Atlantique. Mais l'enfance de JP n'est pas que dorée : il souffre d'une santé fragile, de migraines persistantes, de rhumatismes, et surtout d'une acné rosacée qui défigure son nez d'une façon qui le hante toute sa vie. Son père l'envoie passer un an aux Açores à l'air marin pour se rétablir. Il en revient fort et vigoureux — mais le nez reste le même. Ce sera à jamais son complexe le plus profond, et l'une des raisons pour lesquelles il se fait photographier aussi peu que possible. Ce détail compte, parce qu'il dit quelque chose d'essentiel sur l'homme : derrière la puissance absolue se cachait une fragilité que l'argent ne guérissait pas.

Le vrai tournant psychologique survient à 24 ans. John épouse Amélia Sturgis, dite Mimi, une jeune femme issue d'une grande famille bancaire, qui le voit pour la première fois au-delà de son nez et de son nom. Les noces ont lieu en octobre 1861 — mais Mimi est déjà si malade qu'elle ne peut pas marcher jusqu'à l'autel. John la porte dans ses bras. Il l'emmène ensuite à Alger,

Rien n'y fait. Quatre mois après le mariage, Mimi s'éteint de tuberculose. « Une partie de lui meurt avec elle ce jour-là », racontent ses proches. Le jeune homme romantique disparaît. À sa place, un banquier froid, calculateur, obsédé par le contrôle — parce que, dira-t-on plus tard, il ne pouvait pas contrôler la mort, alors il contrôlerait tout le reste.

La guerre de Sécession éclate la même année. Et John, pragmatique jusqu'à la froideur, y voit immédiatement une opportunité économique. L'affaire des carabines Hall restera l'exemple le plus controversé de ses débuts : un consortium d'hommes d'affaires achète 5 000 vieilles carabines obsolètes au gouvernement fédéral pour 3,50 dollars l'unité, les fait nettoyer et légèrement réparer, puis les revend à l'armée du Nord à 22 dollars l'unité. Résultat : 110 000 dollars de revenus — soit l'équivalent de 2,8 millions de dollars aujourd'hui — pour une opération entièrement financée par Morgan. Sur le champ de bataille, certaines de ces carabines explosent entre les mains des soldats. Dans la presse, le scandale éclate. À Wall Street, on salue l'opportunisme. Morgan tire de cette expérience une conviction qui guidera toute sa carrière : la morale ne paye pas — le capital, si. Une formule cynique, certes, mais qui dit aussi quelque chose de vrai sur les règles du jeu financier, hier comme aujourd'hui.

C'est la fusion avec Anthony Drexel en 1871 qui propulse Morgan dans une autre dimension. Drexel, vieillissant et sans héritier, dirige l'une des banques les plus respectées de Philadelphie. Morgan, lui, possède ce que personne d'autre n'a à Wall Street : un accès direct aux capitaux britanniques via son père à Londres. L'Amérique des années 1870 manque cruellement de capitaux domestiques — pour financer les chemins de fer, les usines, les mines, il faut l'argent européen. La combinaison est explosive : le réseau américain de Drexel, le pipeline de capitaux londoniens de Morgan. De cette alliance naît Drexel, Morgan & Co, rebaptisée JP Morgan & Co à la mort de Drexel en 1893, précurseur direct de JP Morgan Chase — aujourd'hui la banque la plus valorisée au monde. La réponse à la question « où investir tout cet argent ? » est immédiate pour Morgan : les chemins de fer.



À cette époque, l'industrie ferroviaire américaine est un chaos absolu. Des dizaines de compagnies indépendantes se livrent une guerre des prix destructrice sur les mêmes routes — l'une facture 10 dollars pour transporter une tonne de blé, une concurrente propose 9, puis 8, jusqu'à transporter à perte. Les accidents se multiplient faute d'entretien. Les investisseurs européens ont perdu des millions et ont fui. C'est dans ce désastre que Morgan voit l'opportunité du siècle. Sa méthode — qu'on appellera bientôt la morganisation — se déploie en sept étapes implacables : identifier les compagnies en difficulté, les racheter contre contrôle, licencier les dirigeants incompetents, standardiser les équipements, fusionner les entités redondantes, éliminer les concurrents restants par une guerre des prix temporaire, puis recommencer ailleurs. À la fin, Morgan contrôle environ 8 000 km de voie ferrée. Les investisseurs européens qui avaient fui reviennent en masse — parce qu'un chemin de fer morganisé est devenu une valeur refuge. « Si je mets mon argent dans votre entreprise, je veux être sûr que vous n'allez pas tout gâcher. La seule façon d'en être sûr, c'est de contrôler moi-même les décisions » — telle était sa philosophie. Souvent, il ne détenait pas plus de 10 % des actions. Mais ce siège au conseil d'administration suffisait à tout contrôler.

La morganisation : méthode en 7 étapes pour contrôler une industrie

Morgan sauvera deux fois la finance américaine. En 1895, face à une crise monétaire qui vide les réserves d'or du Trésor américain sous la barre critique des 100 millions de dollars, il monte un consortium bancaire international — incluant les Rothschild de Londres — qui injecte 65 millions de dollars en or physique directement dans les coffres du gouvernement. En 1907, une panique bancaire menace de tout emporter.

À 70 ans, souffrant d'une grippe sévère, Morgan convoque les présidents des plus grandes banques dans sa bibliothèque new-yorkaise, les laisse négocier jusqu'à deux heures du matin, puis — selon la légende — verrouille la porte de l'intérieur en déclarant que personne ne sortirait tant qu'un accord ne serait pas trouvé. Des millions sont injectés dans les banques en danger. La panique s'arrête. Mais l'épisode révèle aussi quelque chose de profondément troublant : pour la deuxième fois, la stabilité de la première économie mondiale dépendait d'un seul homme privé de 70 ans.

Ce déséquilibre ne pouvait pas durer. Le mouvement progressiste américain avait depuis longtemps mis Morgan dans sa ligne de mire. En décembre 1912, il est convoqué devant la Commission Pujo du Congrès, chargée d'enquêter sur le « Money Trust ». Les chiffres qui émergent sont stupéfiants : 22 milliards de dollars d'actifs contrôlés, 112 entreprises parmi les plus grandes du pays, 72 conseils d'administration où siège Morgan lui-même, 269 autres où siègent ses associés. Le rapport final, publié en février 1913, est accablant. Oui, un Money Trust existe. Oui, cette concentration est dangereuse pour la démocratie économique. La même année, le Congrès crée la Réserve fédérale américaine — une banque centrale publique — pour qu'un seul homme ne puisse plus jamais tenir l'économie nationale dans ses mains. Morgan meurt six semaines plus tard, dans son sommeil, à Rome. Il avait 75 ans. Sa fortune — 80 millions de dollars — parut presque modeste à ceux qui le croyaient milliardaire. Mais en valeur d'aujourd'hui, elle représenterait 2,6 milliards de dollars. Très loin de Rockefeller. Et pourtant, c'est le nom de Morgan que l'on porte encore sur la plus grande banque du monde.

Ce que l'histoire de JP Morgan enseigne, c'est que la richesse et le pouvoir ne sont pas synonymes — et que le contrôle peut se construire avec beaucoup moins que ce que l'on imagine. Jamie Dimon, qui dirige aujourd'hui JP Morgan Chase depuis son nouveau siège de 60 étages inauguré à Manhattan en octobre 2025 — 3 milliards de dollars d'investissement, 15 000 employés —, applique sans le savoir la même philosophie : contrôle absolu, prudence stratégique, vision long terme. La banque traverse les crises là où d'autres s'effondrent. L'ADN est intact. Et la question que pose cette histoire reste ouverte, aussi bien pour les entrepreneurs marocains qui cherchent à bâtir durablement que pour les États qui tentent de réguler les concentrations de pouvoir économique : où se trouve la frontière entre la puissance légitime d'un visionnaire et le monopole qui étouffe la liberté des autres ?



MARCHÉ À TERME : LE MASI 20 S'IMPOSE COMME PILIER DE LA BOURSE DE CASABLANCA

À l'heure où le marché à terme prend forme, la Bourse de Casablanca mise sur un socle solide : les futures adossés au MASI 20. Un choix stratégique qui révèle une volonté d'avancer prudemment, en structurant progressivement un segment encore nouveau pour les investisseurs.

Le jeudi 2 avril, la Bourse de Casablanca a réuni la presse pour un workshop pédagogique. Une rencontre sans effets de scène, presque sobre. Et pourtant, derrière cette retenue, une volonté claire : rendre compréhensible un mécanisme encore peu ancré dans les pratiques locales.

Car il faut le dire sans détour : le marché à terme MAT pour les initiés n'est pas un produit de plus dans l'arsenal financier. Il introduit une autre manière de lire le marché. Ici, on ne se contente plus d'acheter ou de vendre au comptant. On anticipe. On se projette. On fixe aujourd'hui un prix pour une transaction qui interviendra demain. Une logique connue à l'international, mais qui demande encore, au Maroc, un temps d'appropriation.

Dans les échanges du workshop, trois usages ont été clairement mis en avant. D'abord, la couverture contre les fluctuations de prix. Dans un environnement économique où les incertitudes persistent, ce n'est pas un luxe. Ensuite, l'investissement fondé sur des anticipations de marché. Enfin, les stratégies d'arbitrage entre actifs, plus techniques, mais essentielles pour certains profils d'investisseurs. Trois leviers, en réalité, pour un même objectif : mieux gérer le risque tout en diversifiant les approches.

Le cadre légal, lui, ne laisse pas place à l'improvisation. La loi 42-12 encadre les instruments financiers à terme dans un environnement réglementé. Au centre du dispositif, la chambre de compensation. Peu visible pour le grand public, mais incontournable. C'est elle qui garantit la bonne fin des transactions, gère les appels de marge et sécurise les engagements entre acheteurs et vendeurs. En filigrane, c'est la confiance dans le système qui se joue.

Le fonctionnement du MAT, tel qu'expliqué lors de la session, repose sur une mécanique bien rodée : ouverture de position, ajustements quotidiens via les marges, possibilité de clôture avant échéance, puis règlement final. Chaque position implique un dépôt de garantie initial. Et chaque variation de prix entraîne des ajustements. Un processus rigoureux, qui impose discipline et réactivité.

C'est dans ce cadre que le MASI 20 s'impose comme un choix presque évident. Cet indice, qui regroupe les vingt plus grandes capitalisations de la Bourse de Casablanca, sert de base au premier contrat future. Un choix à la fois technique et stratégique. Technique, parce qu'il permet une exposition immédiate à un portefeuille diversifié. Stratégique, parce qu'il s'appuie sur un indicateur déjà bien identifié par les acteurs du marché.

Mais cette sophistication a un revers. Le mécanisme de levier, permis par le système de marges, réduit l'investissement initial... tout en amplifiant les gains potentiels. Et les pertes, dans la même proportion. Lors des échanges, ce point a suscité plus d'un silence attentif.



Car au-delà de l'innovation, le marché à terme exige une vraie maturité financière.

Le calendrier des contrats, structuré sur une base trimestrielle juin, septembre, décembre 2026, puis mars 2027 offre une lisibilité appréciable. Une organisation qui permet aux investisseurs d'ajuster leurs positions selon leurs horizons et leurs anticipations.

Au fond, ce lancement ne se limite pas à une évolution technique. Il marque une étape dans la transformation de la place casablancaise. Une volonté d'alignement sur les standards internationaux, sans renier les spécificités locales. Une progression mesurée, mais assumée.

Le MASI 20 ouvre ainsi une première brèche dans un univers encore peu exploré au Maroc. Reste à savoir si les acteurs sauront s'en saisir avec discernement. Car, comme souvent en finance, l'outil ne fait pas tout. C'est l'usage qui en déterminera la portée réelle.



PRIX D'ÉMISSION EN BOURSE : LE TOURNANT QUI REDONNE DE L'ÉLAN AU CAPITAL

Le gouvernement franchit un cap discret mais structurant : en assouplissant les règles de fixation du prix d'émission lors des augmentations de capital, il redessine les marges de manœuvre des entreprises cotées. Une réforme technique, certes. Mais derrière les lignes du décret, c'est toute la mécanique du marché des capitaux qui gagne en agilité et, potentiellement, en crédibilité.

Adopté en Conseil de gouvernement, le nouveau décret modifie en profondeur la manière dont les sociétés anonymes fixent le prix d'émission de leurs actions lors des augmentations de capital. Jusqu'ici, la règle était simple... et rigide : un prix fixe ou une fourchette devait être arrêté à l'avance, validé en Assemblée générale extraordinaire, bien avant le lancement effectif de l'opération.

Sur le papier, la transparence était au rendez-vous. Dans les faits, c'était une autre histoire. Comme le rappelait récemment Finances News, certaines entreprises se retrouvaient à figer des paramètres clés près de deux mois avant d'obtenir le visa de l'AMMC. Entre-temps, le marché, lui, ne reste jamais immobile. Résultat : un décalage parfois flagrant entre le prix annoncé et la réalité boursière au moment décisif.

Le nouveau texte vient corriger ce biais. Désormais, l'Assemblée générale pourra valider non seulement un prix ou une fourchette, mais aussi une méthode de calcul proposée par le Conseil d'administration. Une évolution subtile, mais décisive. Elle permet aux entreprises d'ajuster le prix au plus près des conditions réelles du marché, au moment où l'opération est effectivement lancée.

Cette flexibilité était attendue. Elle a même été revendiquée. L'Association marocaine des entreprises faisant appel public à l'épargne (APE) ne cache pas sa satisfaction après plus de 18 mois de mobilisation. « C'est une avancée majeure », souligne l'un de ses représentants. Le mot n'est pas galvaudé :

au-delà de la technique, c'est une nouvelle philosophie qui s'installe, centrée sur la logique de valorisation plutôt que sur un chiffre figé.

Car l'enjeu dépasse le simple cadre procédural. Dans l'ancien système, un prix mal aligné pouvait perturber le cours de Bourse, encourager des arbitrages opportunistes et, parfois, fragiliser la réussite même de l'opération. Avec ce décret, le marché primaire celui des nouvelles émissions devrait mieux dialoguer avec le marché secondaire, celui des échanges quotidiens.

Pour autant, il ne s'agit pas d'un relâchement du contrôle. Le décret modifie l'article 4 du texte n° 2.09.481 en exigeant que les conditions de détermination du prix soient clairement détaillées dans le rapport du commissaire aux comptes. Celui-ci devra se prononcer sur la régularité et la sincérité des bases retenues, qu'il s'agisse d'un prix, d'une fourchette ou d'une méthode. Autrement dit, le curseur se déplace : moins de rigidité, mais une exigence accrue sur la justification.

Dans un contexte où le Maroc cherche à renforcer l'attractivité de son marché des capitaux, cette réforme arrive à point nommé. Elle rapproche les pratiques nationales des standards internationaux et envoie un signal aux investisseurs : celui d'un marché capable d'évoluer, sans renier ses exigences de transparence.

Reste une question, essentielle : la promesse tiendra-t-elle dans la durée ? Les prochaines opérations feront office de test grandeur nature. Si la flexibilité annoncée se traduit par moins de tensions sur les cours et des levées de fonds plus fluides, le pari sera gagné. Sinon, le débat reviendra inévitablement sur la table.

Derrière ce décret, il y a une conviction : un marché trop rigide finit par se fragiliser. En redonnant un peu d'air aux entreprises, sans desserrer l'étau du contrôle, le régulateur tente un équilibre délicat. Un ajustement technique, oui. Mais qui pourrait, à terme, peser bien plus lourd que son apparente discrétion.



PORTS MAROCAINS : VERS DES INFRASTRUCTURES INTÉGRÉES, DURABLES ET COMPÉTITIVES

Lors du SIPOrts à El Jadida, Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau, a présenté une vision ambitieuse pour les ports marocains, les transformant en véritables moteurs économiques, énergétiques et stratégiques. Loin d'être de simples infrastructures, ils deviennent des leviers pour l'innovation, la compétitivité et l'ouverture du Royaume sur l'Afrique.

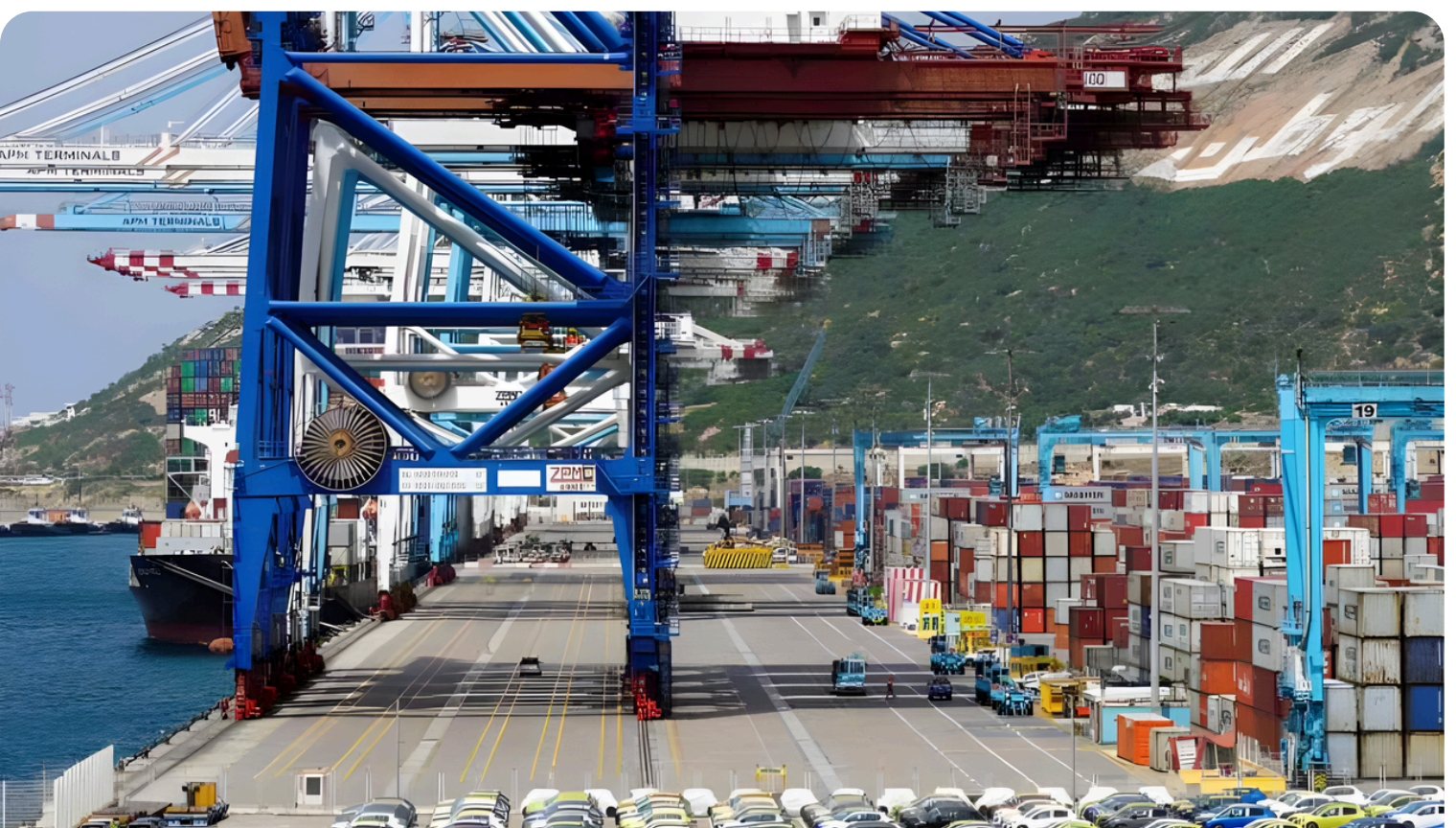
Quand on parle d'économie marocaine aujourd'hui, difficile d'ignorer le rôle central des façades maritimes. Nizar Baraka l'a rappelé avec force mercredi : plus de 96% du commerce extérieur du Royaume transite par la mer, un chiffre qui dit tout de l'importance stratégique des ports pour notre prospérité collective.

Au cœur de cette dynamique, Tanger Med confirme sa stature de porte d'entrée incontournable. Avec près de 12 millions de conteneurs traités récemment, ce complexe s'impose comme le premier hub portuaire en Afrique et l'un des plus performants en Méditerranée. Son succès n'est pas une simple question de volume : il symbolise une capacité marocaine à rivaliser sur les grandes routes maritimes mondiales.

Mais l'ambition va plus loin. Baraka a souligné que Tanger Med n'est qu'un élément d'un réseau plus vaste. Nador West Med, qui devrait être opérationnel d'ici fin 2026, ambitionne de renforcer notre capacité logistique tout en ouvrant des possibilités inédites dans les secteurs industriel et énergétique. Dans le sud, le futur port de Dakhla Atlantique, prévu pour 2028, incarne une vision d'ouverture vers l'Afrique atlantique, en écho à l'Initiative Atlantique du Royaume, qui place la coopération régionale au centre de sa diplomatie économique.

Cette stratégie dépasse le simple développement d'infrastructures portuaires. Baraka a insisté sur une volonté affirmée de rendre ces plateformes durables, intelligentes et compétitives, en intégrant la transition énergétique notamment l'export d'hydrogène vert et en renforçant l'adaptation au changement climatique. La digitalisation des opérations et l'usage de l'intelligence artificielle figurent aussi parmi les priorités pour que nos ports soient des espaces à la pointe de l'innovation.

En encourageant des ports intégrés, verts et compétitifs, le Maroc ne se contente plus de suivre les flux du commerce mondial : il se donne les moyens de les façonner, avec audace, pragmatisme et vision partagée pour les générations futures.



PORT DE CASABLANCA : MARSA MAROC PORTE LA CAPACITÉ DES NAVIRES À 60 000 TONNES

Derrière un chantier technique, une bascule stratégique. Avec l'approfondissement de son terminal polyvalent, Marsa Maroc ouvre le port de Casablanca à des navires de plus grande capacité, avec des retombées directes sur la compétitivité logistique.

Marsa Maroc vient d'achever une première phase décisive de l'approfondissement des quais de son terminal polyvalent au port de Casablanca. Au total, 230 mètres linéaires atteignent désormais un tirant d'eau de 12 mètres.

Depuis le 31 mars 2026, le site franchit un seuil inédit : il peut accueillir des navires avoisinant les 60.000 tonnes. Jusqu'ici, la limite se situait autour de 35.000 tonnes. L'écart est significatif. Il repositionne, sans excès de communication, le port dans une autre catégorie opérationnelle.

Ce saut capacitaire ne doit rien au hasard. Il s'inscrit dans le plan d'investissement de Marsa Maroc à horizon 2030, pensé pour renforcer l'attractivité et la compétitivité de ses infrastructures. Dans un environnement portuaire de plus en plus concurrentiel, la profondeur des quais devient un argument commercial à part entière.

Le chantier, d'ailleurs, ne fait que commencer. L'opérateur prévoit d'étendre progressivement le linéaire concerné jusqu'à 530 mètres. L'achèvement global est annoncé pour le deuxième trimestre 2028. Un horizon encore lointain, mais structurant.

Côté investissement, l'enveloppe mobilisée atteint 475 millions de dirhams. À terme, la capacité du terminal dépassera les 8 millions de tonnes. Mais au-delà du volume, c'est la qualité de service qui est visée. Une meilleure fluidité des escales, des délais réduits, une organisation plus efficace.

Ces ajustements techniques ont des effets très concrets. Chaque heure gagnée à quai réduit les coûts logistiques. Et dans un contexte où la pression sur les marges reste forte, cet avantage peut devenir décisif pour les opérateurs économiques.

Le port de Casablanca, déjà pivot du commerce extérieur, renforce ainsi son rôle. L'amélioration de ses performances profite directement à l'interland industriel et commercial qu'il dessert. En clair, ce sont des chaînes d'approvisionnement entières qui gagnent en efficacité.

Dans son communiqué, Marsa Maroc insiste sur cette continuité : moderniser pour accompagner la croissance des clients et du commerce extérieur national. Une ligne assumée, en phase avec les ambitions économiques du pays.

Ce n'est pas le type de chantier qui attire les regards. Mais dans la mécanique économique, ce sont souvent ces transformations silencieuses qui font, à terme, la différence.



PROPARCO INJECTE 15 M€ DANS ADENIA FUND POUR DYNAMISER LES PME AFRICAINES

Dans une Afrique en quête de capital pour financer ses champions économiques de demain, un mouvement concret se dessine. Le Adenia Entrepreneurial Fund (AEF), un véhicule panafricain dédié aux petites et moyennes entreprises à fort potentiel, franchit une étape décisive avec l'entrée de Proparco à hauteur de 15 millions de dollars, consolidant ainsi un tour de table déjà bouclé à 180 millions de dollars. Cette étape majeure intervient dans un contexte où les PME africaines peinent encore à attirer des financements structurants malgré leur rôle clé dans la création d'emplois et la structuration des économies locales.

Cette somme apporte à AEF non seulement un soutien financier mais aussi une caution stratégique : Proparco, filiale de l'Agence Française de Développement engagée depuis des décennies dans le financement du développement durable, confirme ici sa volonté de renforcer le tissu entrepreneurial africain. L'institution privilégie ainsi les investissements dans des sociétés qui participent à une croissance inclusive, à la création d'emplois et à l'intégration régionale du continent.

L'obtention rapide du hard cap c'est-à-dire le plafond de levée en dessous d'une année démontre l'attractivité de ce fonds et l'appétit des investisseurs pour des stratégies d'impact en Afrique. Lancé initialement avec un objectif de 150 millions de dollars, AEF a dépassé ses attentes pour atteindre 180 millions dès son premier closing, signe d'une confiance forte en la capacité des PME africaines à générer de la valeur.

Une stratégie d'investissement claire, au service de la croissance

Contrairement à des fonds de capital-risque plus spéculatifs, AEF adopte une stratégie orientée vers des participations majoritaires, généralement comprises entre 10 et 20 millions de dollars par entreprise. Cette approche n'est pas anodine :

elle vise à donner aux investisseurs et notamment aux équipes de management locales une marge de manœuvre suffisante pour impulser de vraies transformations opérationnelles, améliorer les pratiques de gestion et optimiser les trajectoires de croissance.

Pour l'instant, le fonds prévoit d'investir dans environ 8 à 10 entreprises africaines, couvrant des secteurs variés ayant un impact concret sur les économies locales. Cette stratégie hybride entre performance financière et impact social s'apparente à une réponse pragmatique aux défis structurels du continent, tout en offrant des perspectives de rendement attractives pour les investisseurs institutionnels.

Un premier pari marocain déjà matérialisé

Parmi les engagements réalisés, AEF a déjà bouclé sa première opération au Maroc avec l'entrée au capital de Maymana, une marque culinaire fondée et dirigée par une entrepreneure marocaine. Cette marque, reconnue pour ses pâtisseries et services gastronomiques, illustre la capacité des PME locales à conquérir non seulement leur marché domestique mais aussi à envisager une expansion régionale.

Cela dit, l'exemple de Maymana va au-delà d'une simple opération financière : elle représente une dynamique de transition d'entreprise familiale vers une maturité institutionnelle, souvent exigée pour accéder à des marchés plus larges ou à des financements plus structurés. Ce type de transformation est précisément ce que des fonds comme AEF cherchent à catalyser en Afrique.

À ce titre, l'exemple de Maymana pourrait bien inspirer d'autres PME marocaines à envisager des trajectoires de croissance similaires, plus audacieuses, tout en restant profondément ancrées dans leurs marchés d'origine.

Plus qu'un simple flux de capitaux, l'entrée de Proparco dans l'AEF évoque une nouvelle ère de confiance pour les PME africaines, où l'investissement n'est plus seulement une réponse à un besoin de financement, mais un levier stratégique de transformation. Dans une économie marocaine et africaine en pleine mutation, ces signaux positifs pourraient contribuer à un changement de paradigme celui d'une Afrique qui investit en elle-même, à hauteur de ses ambitions.



ACAPLAST INAUGURE SA NOUVELLE USINE À KÉNITRA POUR L'AUTOMOBILE ÉLECTRIQUE

C'est un moment clé pour l'industrie automobile au Maroc. Le groupe industriel français ACAPLAST a officiellement inauguré une nouvelle unité de production dans la Atlantic Free Zone de Kénitra, consolidant ainsi son ancrage sur le territoire et son rôle dans la chaîne mondiale de l'automobile.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée dans un climat à la fois solennel et stratégique. Autorités gouvernementales, responsables régionaux et acteurs économiques se sont rassemblés pour souligner l'importance de cette nouvelle implantation industrielle. Rachid Bahi, Directeur des Activités Industrielles Diverses au ministère de l'Industrie et du Commerce, représentait le ministre Ryad Mezzour, confirmant l'engagement du gouvernement marocain à soutenir et promouvoir le développement industriel national.

Dans ce cœur industriel qu'est l'Atlantic Free Zone la plus vaste zone franche du continent africain, réputée pour attirer équipementiers et services liés à l'automobile ACAPLAST déploie désormais une unité spécialisée dans la fabrication de pièces en caoutchouc, plastique et silicone, des composants techniques essentiels pour les véhicules modernes.

Ce qui distingue ce site, c'est moins sa taille que sa vocation : il répond à la demande croissante de composants adaptés aux véhicules électriques, hybrides et à hydrogène, secteurs où les exigences de performance, légèreté et durabilité sont particulièrement élevées.

Pour ACAPLAST, il ne s'agit pas d'une simple extension mais d'une étape stratégique. Fondé en 1958 par la famille Choukroun, le groupe reste une entreprise familiale internationale, aujourd'hui dirigée par Jérémie Choukroun, avec un réseau de sites industriels en France, en Tunisie et au Maroc. L'expertise d'ACAPLAST porte notamment sur la formulation personnalisée de mélanges de caoutchouc et la maîtrise complète des processus de production, de la conception à l'industrialisation, gage de qualité et de réactivité pour ses clients.

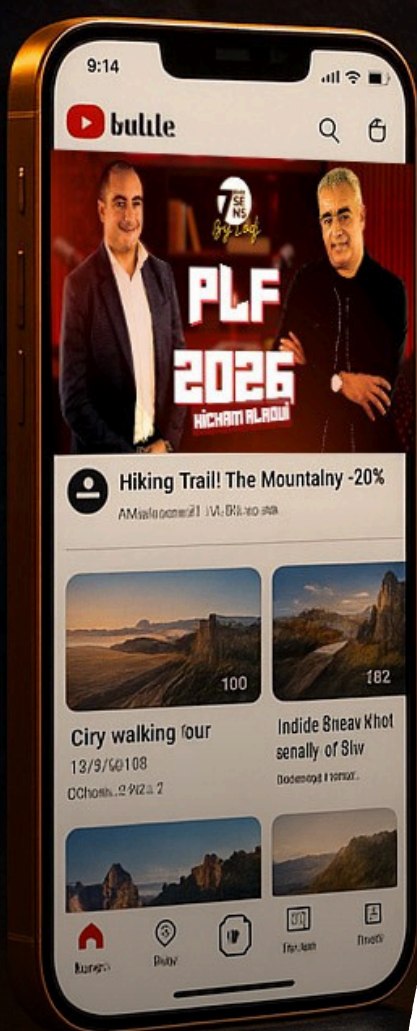
Ce nouveau site à Kénitra, lancé dans un contexte où l'industrie automobile marocaine a connu des fluctuations de production en 2025, n'envoie pas un message timide. Au contraire, il réaffirme la confiance des investisseurs internationaux dans le potentiel marocain : proximité avec les grands constructeurs, chaîne logistique intégrée et main-d'œuvre qualifiée.

Ce projet s'inscrit aussi dans une dynamique plus large : la région de Kénitra attire de nombreux équipementiers automobiles, encourageant une synergie positive entre entreprises et facilitant l'intégration locale de la chaîne de valeur.

En inaugurant cette nouvelle usine, ACAPLAST ne pose pas seulement une pierre dans la zone franche de Kénitra : il scelle un engagement envers l'avenir de l'industrie automobile mondiale, tout en renforçant la place du Maroc sur la carte des investissements industriels haut de gamme.



By Lodj



By Lodj
**L'ACTUALITÉ
NE S'ARRÊTE JAMAIS.**

Pour ne rien manquer, branchez-vous sur YouTube, Kick et Twitch.
L'information se vit en direct. Et vous y avez votre place.

www.lodj.ma

HÔTELLERIE DE LUXE : RISMA CÈDE LE SOFITEL CASABLANCA TOUR BLANCHE POUR 450 MDH

Le groupe hôtelier Risma franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de restructuration avec la cession du Sofitel Casablanca Tour Blanche.

Cette opération, estimée à 450 millions de dirhams, illustre les mutations en cours dans le secteur hôtelier marocain, entre optimisation des actifs et repositionnement stratégique.

Une transaction stratégique au cœur de Casablanca

Risma, acteur majeur de l'hôtellerie au Maroc, a annoncé la vente du Sofitel Casablanca Tour Blanche, un établissement emblématique situé dans la capitale économique.

Cette opération s'inscrit dans une dynamique de réorganisation du portefeuille du groupe, qui cherche à rationaliser ses actifs tout en consolidant sa position sur des segments jugés plus rentables.

Le montant de la transaction, fixé à 450 millions de dirhams, témoigne de la valeur stratégique de cet hôtel, à la fois par son emplacement et son positionnement sur le segment du luxe.

Une volonté d'optimisation du portefeuille

Cette cession ne relève pas d'un simple désengagement, mais plutôt d'une stratégie d'optimisation. Risma semble vouloir recentrer ses investissements sur des actifs à plus fort potentiel de croissance ou sur des marchés offrant de meilleures perspectives de rentabilité.

Dans un contexte marqué par des mutations profondes du secteur touristique, les opérateurs hôteliers sont de plus en plus amenés à arbitrer entre différents actifs afin de maximiser leur performance financière.

La vente du Sofitel Casablanca Tour Blanche pourrait ainsi permettre au groupe de libérer des ressources pour financer de nouveaux projets ou moderniser certaines infrastructures existantes.

Un marché hôtelier en pleine recomposition

Cette opération intervient dans un contexte de transformation du secteur hôtelier, aussi bien au Maroc qu'à l'international.



Après une période marquée par des perturbations majeures, notamment liées à la crise sanitaire, les acteurs du secteur adoptent désormais des stratégies plus sélectives.

L'objectif est de s'adapter à une demande en évolution, marquée par de nouvelles attentes en matière de digitalisation et de durabilité.

Dans ce cadre, les transactions immobilières, comme celle réalisée par Risma, deviennent des leviers clés pour ajuster les portefeuilles et renforcer la compétitivité.

Casablanca, un pôle stratégique pour l'investissement La cession d'un actif de cette envergure à Casablanca confirme l'attractivité de la ville pour les investisseurs.

En tant que centre économique du pays, Casablanca continue d'attirer des projets d'envergure, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie, de l'immobilier et des services.

Le Sofitel Casablanca Tour Blanche, grâce à son positionnement premium et sa localisation stratégique, constitue un actif particulièrement recherché, capable de générer une forte valeur sur le long terme.

Quelles perspectives pour Risma ?

Avec cette opération, Risma semble amorcer une nouvelle phase de son développement. En réajustant son portefeuille, le groupe se donne les moyens de mieux répondre aux évolutions du marché et de renforcer sa résilience face aux fluctuations économiques.

Cette stratégie pourrait également s'accompagner d'une montée en gamme sur certains segments ou d'une diversification vers de nouveaux formats d'hébergement, plus adaptés aux tendances actuelles. L'enjeu pour le groupe sera de maintenir un équilibre entre rentabilité à court terme et vision stratégique à long terme.

Une opération révélatrice des tendances du secteur

Au-delà du cas de Risma, cette transaction illustre une tendance plus large dans l'industrie hôtelière : la gestion active des actifs.

Les groupes hôteliers ne se contentent plus d'exploiter leurs établissements ; ils adoptent une approche plus financière, où chaque actif est évalué en fonction de sa performance et de son potentiel de valorisation. Cette logique, déjà bien installée dans d'autres marchés internationaux, semble s'imposer progressivement au Maroc, marquant une évolution vers un modèle plus structuré et plus compétitif.

Vers une nouvelle dynamique d'investissement

La cession du Sofitel Casablanca Tour Blanche pourrait ouvrir la voie à d'autres opérations similaires dans le secteur.

Face à un environnement en constante évolution, les investisseurs et les opérateurs devront continuer à s'adapter, en misant sur l'innovation, la qualité de service et la création de valeur.

Dans ce contexte, les décisions stratégiques comme celle de Risma apparaissent comme des indicateurs clés des transformations en cours dans l'économie marocaine, où l'optimisation des actifs devient un levier central de performance.



DÉTROIT D'ORMUZ : LA TEMPÊTE ÉCONOMIQUE SUR L'IA

Quand l'hélium manque, l'économie mondiale vacille

On parle beaucoup du pétrole. On parle énormément du gaz mais aussi l'urée, de l'ammoniaque et du phosphate de diammonium, des ingrédients indispensables aux engrais. Mais la guerre contre l'Iran met au jour une dépendance autrement plus sourde, plus technique, et peut-être plus inquiétante encore : celle d'une économie mondiale suspendue à quelques molécules, quelques routes maritimes et quelques points de passage devenus stratégiques. Parmi eux, un nom revient avec une brutalité nouvelle : l'hélium.

Le blocage du détroit d'Ormuz n'interrompt pas seulement une partie majeure des flux énergétiques mondiaux. Il frappe aussi de plein fouet des chaînes industrielles que le grand public ne voit jamais. Car le Qatar, dont les installations ont été perturbées par la guerre, représente près d'un tiers de l'approvisionnement mondial en hélium selon Reuters, s'appuyant sur les données de l'USGS. Or cet hélium n'est pas un gaz anecdotique réservé aux ballons de fête. Il entre dans des usages critiques, notamment dans plusieurs étapes de fabrication des semi-conducteurs, où il sert au refroidissement, à la détection de fuites et à des procédés de très haute précision.

C'est là que l'angle mort devient politique. Depuis deux ans, l'obsession médiatique et financière tournait autour d'une idée simple : l'économie mondiale s'est mise à dépendre d'investissements massifs dans l'IA, tandis que la rentabilité réelle tarde à venir. Cette critique reste valide. Mais elle apparaît désormais incomplète.

Quand l'hélium manque, l'économie mondiale vacille



L'IA n'est pas seulement une bulle de capital et de narration. Elle repose aussi sur une infrastructure physique extraordinairement vulnérable : centres de données, électricité abondante, eau, métaux critiques, semi-conducteurs de pointe... et donc gaz industriels rares (Hélium,...). Autrement dit, derrière l'économie dite "immatérielle", il y a une matérialité brutale, concentrée, fragile.

Le plus frappant, c'est que cette fragilité n'est pas théorique. Reuters rapportait cette semaine que les stocks d'hélium des grands fabricants sud-coréens de puces, comme Samsung Electronics et SK Hynix, pourraient tenir jusqu'en juin 2026 grâce à des réserves de quatre à six mois.

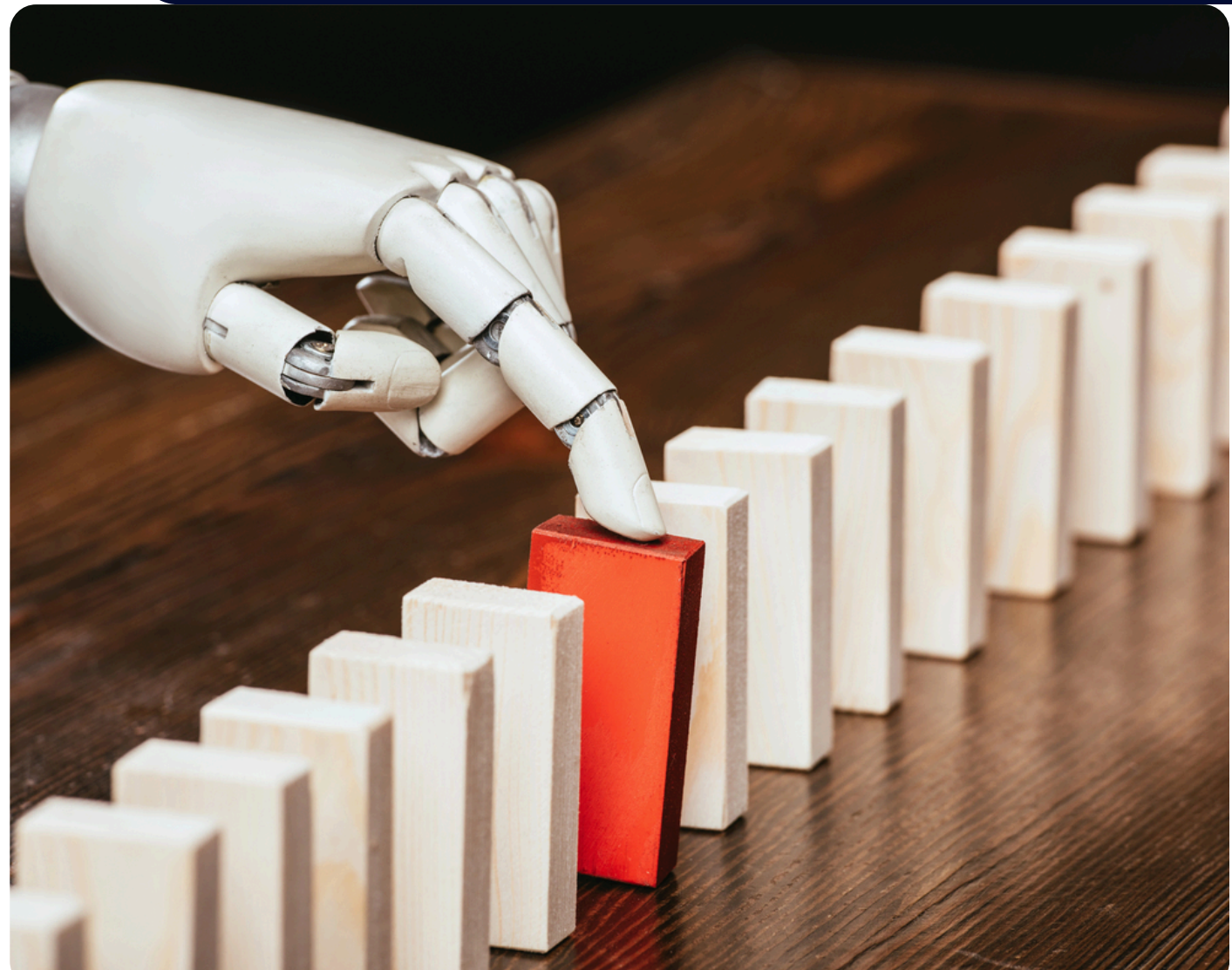
Cette précision est rassurante à court terme, mais inquiétante à moyen terme : si les industriels ont constitué des coussins, c'est bien parce qu'ils savent que le marché peut se gripper vite, et que la dépendance qatarie n'est pas un fantasme. Les primes payées pour sécuriser l'approvisionnement montrent d'ailleurs que le stress n'est déjà plus seulement géopolitique : il est devenu industriel et financier.

Le sujet est d'autant plus sous-estimé que l'hélium n'a pas la visibilité médiatique du baril de Brent. Une flambée du pétrole fait immédiatement la une, parce qu'elle se voit à la pompe et dans les factures. Une tension sur l'hélium, elle, chemine plus discrètement. Elle apparaît dans les coûts de fabrication, les délais de livraison, les arbitrages des fondeurs, la nervosité des équipementiers, les renégociations de contrats. Puis elle remonte, en cascade, dans l'électronique, la santé, l'optique, la recherche et les télécommunications. C'est précisément ce qui rend cette dépendance redoutable : elle est peu visible au départ, mais systémique à l'arrivée.

Il faut donc lire la guerre contre l'Iran autrement que comme une simple crise énergétique. Bien sûr, le détroit d'Ormuz reste un chokepoint pétrolier majeur, et Reuters rappelait encore aujourd'hui que le conflit continue de peser lourdement sur l'activité manufacturière asiatique via la hausse des coûts énergétiques. Mais la vraie leçon, plus profonde, est ailleurs : notre mondialisation a cessé d'être seulement dépendante des hydrocarbures. Elle est devenue dépendante d'une mosaïque de flux critiques, où un gaz rare peut valoir presque autant, en importance stratégique, qu'un tanker de brut.

Ce constat devrait aussi tempérer une certaine mythologie technologique. Les géants de la tech aiment se présenter comme les architectes d'un futur autonome, piloté par les algorithmes, les modèles et les nuages de calcul. En réalité, ce futur tient encore à des infrastructures extraordinairement terrestres : terminaux gaziers, usines cryogéniques, routes maritimes, réseaux électriques, détroits militarisés. La guerre rappelle une vérité simple que la rhétorique numérique avait presque fait oublier : il n'existe pas d'économie dématérialisée. Il existe seulement une économie dont la matière est mieux cachée.

Ce qui est ignoré par presque tout le monde aujourd'hui pourrait devenir demain une évidence brutale : le maillon faible de l'économie mondiale n'est pas seulement la survalorisation de l'IA. C'est la chaîne entière qui la rend possible. Et dans cette chaîne, l'hélium n'est pas un détail. C'est un révélateur. Un révélateur d'époque, qui montre que les guerres contemporaines ne menacent plus seulement l'énergie, mais la mécanique intime du monde numérique.



TOURISME : 21,4 MMDH DE RECETTES VOYAGES À FIN FÉVRIER 2026

Le secteur touristique confirme son rôle moteur en ce début d'année. À fin février 2026, les recettes voyages atteignent 21,4 milliards de dirhams, en nette progression. Une performance qui s'inscrit dans une dynamique globale où transferts des MRE et flux d'investissements dessinent une économie à plusieurs vitesses.

Les chiffres ont parfois cette capacité à résumer une tendance en un instant. À fin février 2026, les recettes voyages se sont établies à 21,4 milliards de dirhams, en hausse de 22,2% par rapport à la même période un an plus tôt. Une progression significative, relevée par l'Office des changes dans son dernier bulletin mensuel des échanges extérieurs. Elle confirme, sans détour, la bonne tenue du tourisme, devenu au fil des années l'un des piliers les plus visibles de l'économie nationale.

Dans les faits, cette croissance ne relève pas du hasard. Elle s'appuie sur une reprise soutenue des arrivées, mais aussi sur une meilleure valorisation de l'offre touristique. Sur le terrain, certains professionnels évoquent un début d'année "plus dynamique que prévu", porté notamment par une demande étrangère qui reste solide malgré les incertitudes internationales. Ce regain d'activité se traduit directement dans les entrées en devises, un point stratégique dans l'équilibre des comptes extérieurs.

Autre élément notable : les dépenses voyages ont, elles, légèrement reculé de 1%, pour s'établir à 5,11 MMDH. Une évolution modeste, mais qui vient renforcer l'excédent du secteur. Le solde de la balance voyages atteint ainsi 16,27 MMDH, en progression de 31,9%. Ce niveau, rarement atteint sur une période aussi courte, illustre la capacité du tourisme à générer des ressources nettes importantes pour le pays.

En parallèle, les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) poursuivent leur progression. Ils s'élèvent à 18,54 MMDH, en hausse de 4,2%. Moins spectaculaire que celle des recettes touristiques, cette évolution reste néanmoins essentielle. Ces flux constituent un soutien discret mais constant à l'économie, notamment pour de nombreux ménages qui en dépendent directement.

Le tableau est toutefois plus nuancé du côté des investissements. Le flux net des investissements directs étrangers (IDE) a reculé de 30,8%, pour atteindre 4,5 MMDH.

MMDH. Un repli qui peut interroger, même s'il s'inscrit dans un contexte international marqué par une certaine prudence des investisseurs. À l'inverse, les investissements directs marocains à l'étranger (IDME) affichent une nette progression de 69,8%, à environ 1,5 MMDH, traduisant une volonté croissante des entreprises nationales de se positionner hors des frontières.

Ces indicateurs dessinent une économie en mouvement, portée par ses fondamentaux mais confrontée à des ajustements. Le tourisme s'impose, une fois de plus, comme un levier central de création de valeur et d'entrée de devises. Reste à consolider cette dynamique, dans un environnement où chaque point de croissance se construit avec vigilance.

Entre performance touristique, rôle stabilisateur des MRE et signaux contrastés sur l'investissement, l'économie avance sans excès d'euphorie, mais avec des bases qui continuent, progressivement, de se renforcer.



SMAP IMMO BRUXELLES 2026 : L'ARTISANAT MAROCAIN EN PLEINE LUMIÈRE

Sur le vaste plateau du Brussels Expo, où se tient depuis vendredi la 10^e édition du salon SMAP IMMO, une scène inédite a attiré l'attention des milliers de visiteurs: l'artisanat marocain, exposé comme un joyau vivant du patrimoine national. Entre les stands d'immobilier et les allées d'investisseurs, un «Village de l'Artisanat» a transformé l'événement en un carrefour culturel d'exception, révélant que l'économie créative marocaine ne se limite plus aux frontières du Royaume.

Le salon, qui s'est tenu du 27 au 29 mars 2026 au Brussels Expo, a accueilli une foule mêlant diaspora marocaine, investisseurs européens et acteurs du secteur immobilier, et reste une référence pour qui veut comprendre les dynamiques de l'immobilier marocain depuis l'Europe.

Pour la première fois de l'histoire du SMAP IMMO, un espace d'environ 300m² a été dédié à l'artisanat du Royaume. Coordonné par le Secrétariat d'État chargé de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire en collaboration avec la Fédération des Chambres d'Artisanat, ce village a réuni 16 artisans représentant des métiers aussi variés que le zellige, la poterie, les tapis traditionnels, la broderie, la dinanderie, la ferronnerie, le cuir, ou encore les bijoux et produits du terroir.

Ce rassemblement exceptionnel n'était pas une simple vitrine. Dans une ambiance à la fois authentique et festive, avec des performances de folklore marocain, les visiteurs ont pu voir les artisans travailler en direct, expliquer leurs techniques, raconter leurs traditions. Plusieurs jeunes de la diaspora ont confié à notre équipe qu'ils retrouvaient,

pour quelques instants, «une part de chez nous, loin de chez nous».

De son côté, M. Er-Rich a rappelé que cet espace ne devait pas être perçu comme une «simple vitrine de produits», mais comme une expérience immersive : un lieu où l'on comprend l'histoire derrière chaque pièce, où l'on touche et découvre un artisanat vivant, enraciné dans la mémoire et l'identité collective du Maroc.

Au-delà de l'artisanat, le salon SMAP IMMO continue de jouer un rôle central pour les investisseurs. Tables rondes, conseils juridiques et présentations de projets immobiliers ont ponctué ces trois jours, attirant un public varié et attestant de l'intérêt croissant des Européens pour le marché immobilier marocain.

En somme, cette édition 2026 du SMAP IMMO a réussi à marier opportunités économiques et célébration culturelle. Elle affirme, à Bruxelles comme ailleurs, que le savoir-faire artisanal marocain est non seulement un patrimoine à préserver, mais aussi un actif stratégique capable de renforcer l'attractivité du Royaume à l'international, tout autant que ses projets immobiliers.



By Lodj



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez à une analyse approfondie de l'actualité économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma

